

aura pas de mesure énergique ni de solution au problème du manque d'égalité, tant que nous n'aurons pas de cibles, d'objectifs et de calendrier précis à faire respecter par le gouvernement fédéral, les sociétés de la Couronne et le secteur privé. Sur cette recommandation-là, elle était particulièrement claire.

[Français]

Le rapport Abella disait clairement à la page 215 dans la version française «qu'un programme volontaire ne marche pas du tout».

[Traduction]

Il nous faut des règlements impératifs. Sinon, je ne pense pas que la justice et l'équité en matière d'emplois pour les femmes progressent beaucoup dans ce grand pays qui est le nôtre.

J'ai un autre sujet de préoccupation, c'est celui de l'application de l'égalité d'emploi dans le pays. Le gouvernement nous dit que la Commission des droits de la personne peut le faire. Mais qui va financer la Commission des droits de la personne? Pour l'instant, elle a tout un arriéré de cas. Le Parlement est-il prêt à voter un accroissement substantiel des crédits de la Commission des droits de la personne pour lui permettre d'exécuter cet important travail? Je n'en vois guère de signe.

J'ai aussi parlé de l'importante question de la formation. Il est important de veiller à ouvrir plus de postes aux femmes dans les programmes de formation du gouvernement fédéral. Je pense que 50 p. 100 de ces postes devraient être offerts à des femmes, que 50 p. 100 des crédits de la formation devraient aller aux femmes du Canada. Voilà le genre d'actions positives qu'il nous faut pour la majorité des femmes du Canada. Malheureusement, ce n'est pas ce qui se passe dans le pays aujourd'hui.

Je suis aussi préoccupé par l'élimination, depuis l'élection de l'actuel gouvernement, du programme de formation professionnelle à des activités non traditionnelles. Ce programme a été supprimé par suite des compressions budgétaires de novembre. Il devrait être rétabli, afin de donner aux femmes de meilleures chances de se former à des genres de travail ou à des métiers non traditionnels. Avant la pause, j'ai donné deux ou trois bons exemples dans ce domaine.

Il y a aussi la question du travail à temps partiel. J'ai dit que cette tendance prenait de l'ampleur au Canada et que ce sera au détriment des femmes, parce qu'elles représentent 73 p. 100 des travailleurs à temps partiel. Nous devons tâcher par tous les moyens de maintenir autant que possible les emplois à plein temps au lieu de les laisser dégénérer en emplois à temps partiel qui comportent très peu ou pas du tout d'avantages sociaux. Il faut voir aussi à ce que les employés à temps partiel profitent, toutes proportions gardées, des mêmes avantages concernant les services de santé, les soins dentaires, les pensions ainsi que les congés de maladie et de maternité.

En terminant, je voudrais demander à la Chambre de remplir une promesse faite au cours de la dernière campagne électorale. Pour la première fois de notre histoire, nous avons eu un débat sur les questions féminines, organisé par le Comité d'action nationale sur la situation de la femme. Les chefs des trois grands partis canadiens se sont prononcés catégoriquement sur la nécessité de réparer et de supprimer les inégalités

dont souffrent les Canadiennes. Rien n'indique que le gouvernement ait pris des initiatives de quelque importance depuis le 4 septembre en vue d'apporter ce changement.

[Français]

Monsieur le Président, maintenant nous avons l'opportunité, la possibilité de changer la législation canadienne pour avoir l'égalité pour les femmes canadiennes. Monsieur le Président, il s'agit d'une grande inégalité, ce n'est pas juste dans notre société moderne, c'est le temps d'agir.

Le président suppléant (M. Paproski): Questions, commentaires. Débat. L'honorable secrétaire d'État du Canada (M. McLean) a la parole.

L'hon. Walter McLean (secrétaire d'État du Canada): Monsieur le Président, c'est un privilège pour moi de participer à ce débat.

● (1520)

[Traduction]

Je me réjouis de pouvoir réaffirmer aujourd'hui l'engagement du gouvernement de réaliser la pleine égalité des femmes dans tous les aspects de notre société. Il y a tout juste six mois, dans le discours du trône qui inaugurerait cette session de notre législature, le gouvernement reconnaissait mieux que ne l'avait fait tout gouvernement antérieur les besoins des femmes. Les députés se souviennent que nous nous sommes engagés alors, et que nous nous sommes appliqués depuis, à adopter une approche globale et intégrale en vue d'améliorer la condition féminine.

[Français]

Cette approche s'est manifestée clairement lorsque nous nous sommes engagés à implanter une stratégie de renouveau économique, laquelle est si nécessaire pour notre pays.

[Traduction]

La collaboration et des consultations fédérales-provinciales sont la clé de la relance et de l'égalité économiques des femmes. C'est dans cet esprit que je me suis engagé à collaborer étroitement avec mes homologues provinciaux—mes porte-parole auprès des autres gouvernements de notre pays—et à les consulter régulièrement au nom des femmes. Leur assistance est essentielle à l'amélioration de la situation des femmes dans les domaines de compétence provinciale. Je veux ici parler des domaines de la santé, de l'enseignement et peut-être le plus important de tous, du domaine de la prestation des programmes d'emploi.

Pour qu'ils participent à ce processus de consultation, j'ai invité en décembre dernier mes homologues provinciaux et territoriaux à assister à Ottawa à un rassemblement spécial et extraordinaire. Nous y avons discuté de la meilleure façon de traiter la question de l'égalité des femmes dans le contexte d'un débat de la politique économique gouvernementale et nationale. Nous continuerons de débattre ces thèmes lorsque nous nous réunirons à nouveau en juin à Winnipeg pour notre réunion annuelle.

Notre gouvernement reconnaît aussi qu'il est essentiel d'inviter les femmes à participer à titre de partenaires à part entière du patronat, des syndicats et du gouvernement à la prise de toutes les grandes décisions économiques pour que le Canada et les Canadiennes réalisent pleinement leur potentiel économique. Il y a longtemps que les femmes participent à la création